

SYNTHÈSE DES TRAVAUX

Présentée par Ernest GIBERT,
Président de l'UNCU

Je voudrais remercier celles et ceux qui ont pensé plus utile et plus sage de quitter la séance, pour ne pas avoir à feindre de prêter un intérêt à des propos terminaux dont ils n'attendaient rien. Je voudrais avertir celles et ceux qui n'ont pas eu ce courage, ou qui ont eu la gentillesse de rester, que je suis sensible à leur présence. Je prends l'engagement de terminer pour le Journal de 20 h ! Et puis, j'ai une crainte, c'est qu'avec l'âge je sois touché par un penchant narcissique qui m'amène à faire qu'il y ait des conclusions à tout ce que nous faisons ; cela me revient sur le nez et je me retrouve dans la triste situation d'être le seul à devoir m'écouter. Heureusement, avec l'âge, je prête de moins en moins d'attention à mes propres propos.

Il en est des derniers moments d'une université sportive d'été comme des ultimes heures de notre vie. C'est l'heure de vérité et c'est au fond la dernière qui décide de toutes. Et en cet instant, je ne peux pas m'empêcher de penser au poème très connu d'Aragon « La rose et le réséda », celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas ; celui qui croyait à l'éthique, celui qui n'y croyait pas. Les deux camps étaient plus ou moins également répartis, mais pour faire avancer la société, pour faire avancer le monde, on a eu à cette époque besoin des deux, et sans se poser des questions trop profondément idéologiques, les uns et les autres – ceux qui y croyaient comme ceux qui n'y croyaient pas – dans un moment difficile, ont su rassembler leurs efforts. C'est un peu la tâche qui nous attend, au moment où nous nous demandons s'il faut, et comment on peut faire, pour préserver la dimension éthique du sport.

Après deux journées bien remplies, dans un climat superbe, peut-on affirmer sans sourire, au terme de nos réflexions et d'un certain nombre, non négligeable, de propositions d'actions, que nous sommes capables de sortir le sport de l'enfer dans lequel il serait tombé, pour l'élever au paradis. Soyons réalistes, admettons que nous pourrions au mieux parvenir à faire en sorte que ce séjour dans une situation intermédiaire réelle ou virtuelle du purgatoire, puisse être moins long que ce que nous craignons au début.

Bien sûr, nous sommes allés, grâce aux propos des uns et des autres, au-delà des poncifs habituels sur l'Europe, sur le Sport, sur la morale ou l'éthique, et certains n'ont pas hésité à balancer les idées reçues, tout ce qui subsiste dans le système sportif qui est le nôtre. Mais nous n'avons pas pu, ou pas su, pour autant nous libérer de tous les paradoxes.

À commencer par celui qui consiste à parler de l'éthique dans le sport toujours par son contraire, c'est-à-dire par l'intermédiaire des déviances, dopage, violence, tricheries, on peut allonger la liste ; comme si nous n'étions pas capables d'identifier clairement les valeurs, au-delà des généralités, que porte le sport et auxquelles nous nous sommes attachés. Cela ne veut pas dire qu'il n'y en ait pas, cela ne veut pas dire que l'on en doute, mais cela signifie que si nous ne sommes pas capables de le faire, alors que nous sommes vaincus et engagés fortement dans l'action quotidienne, nous aurons bien du mal à faire partager nos convictions à ceux – décideurs politiques notamment – pour lesquels, à juste titre, le sport n'est pas la seule préoccupation. Nous avons fait un pas, nous n'avons pas fait tout le chemin.

Et puis, ne regardons pas le sport comme le monde avec les yeux d'hier. Le monde, la société et, par conséquent, le sport ont changé. La vision et le rôle de l'éthique probablement aussi. J'ai été sensible à ce que, sans aucun contre-exemple, personne ne se soit présenté comme donneur de leçon ; même si, un peu par déformation professionnelle, je me méfie toujours des non-juristes qui veulent faire du droit, mais dans ce domaine il m'arrive de me méfier aussi des juristes, à l'exception naturellement de Pierre Collomb ! De même que je me méfie de ceux qui brossent un tableau général, laudateur ou pessimiste, de l'économie du monde. Exercice auquel les économistes qui sont toujours distingués, et même les mieux reconnus d'entre eux, évitent de se livrer. De même que je me méfie de ceux qui ont une fascination pour tout ce qui concerne les médias, qui ne sont jamais que – comme le nom l'indique – des intermédiaires, des entre-deux, des « entre quelque chose », même si on a ici beaucoup d'estime et d'affection pour les journalistes.

De même que, mais il n'y en avait pas dans cette salle par exception, l'on doit se méfier des professeurs de morale. Je crois qu'il faut avoir tout cela en tête, au moment de reprendre une série de propositions concrètes, qui sont nées ou qui ont été exprimées de nouveau au cours de ces deux jours.

Ces propositions, ce sont les vôtres, dès lors elles ne sont pas dépourvues de poids, nous ferons en sorte, ensemble, qu'elles ne soient pas dépourvues d'avenir. Mais au moment de les rappeler, de les rassembler simplement, je voudrais souligner trois points, trois constats, qui ont été rappelés notamment ce matin, et que l'on doit toujours avoir présents en tête.

Si nous voulons être efficaces, l'éthique doit se concevoir dans le cadre d'une approche concrète. On n'a plus besoin de nous pour théoriser, encore faut-il être capable de dire quelle est la richesse et la particularité du sport.

Deuxième constat : toute solution aujourd'hui à un problème sportif est nécessairement et pour toujours une solution internationale. Nous

sommes franco-français, ne succombons pas à la tentation de croire que devenus, quand nous le déciderons vraiment, européens, nous serons les maîtres du monde. La plupart des pratiques, des comportements, naissent ailleurs, et heureusement, en effet, on est champions du monde, et dans des conditions que la morale n'a pas réprouvée.

Enfin, *troisième constat*, qui nous ramène à l'intitulé de cette université d'été, l'Europe, garante de l'éthique sportive. C'est ce que nous a rappelé Pierre Collomb ce matin, lorsqu'une autorité intervient en tant que garante, elle ne se substitue pas pour autant à l'autorité, ou à ceux qui détenaient la responsabilité, car il ne s'agit pas de faire passer le bébé à d'autres, sinon nous aurions perdu notre temps.

Ces considérations générales posées, il me semble, et j'ai été bien aidé par la doublette qui m'a précédé, possible de dégager, sous forme de propositions, cinq lignes d'action au terme de ces deux journées, que j'affirmerai sans détour.

- Premièrement, balayer vigoureusement devant notre porte.
- Deuxièmement, remettre l'éthique à sa place dans l'éducation.
- En troisième lieu, engager le pouvoir politique européen, mais aussi celui de chacun de nos états nations, dans une action vigoureuse.
- En quatrième lieu, une large majorité s'est prononcée en faveur de la mise en place d'une autorité morale indépendante qui touche à l'éthique du sport.
- Et vous me permettez d'ajouter une cinquième formulation, qui n'est pas une incantation : s'appuyer sur la jeunesse pour faire en sorte que l'éthique sportive continue à avoir un sens.

Reprenons chacune de ces propositions. Commençons à regarder ce qui se passe chez nous, dont nous sommes co-responsables. Je l'ai dit sans ambiguïté hier, je n'ai aucune raison de tenir des propos différents aujourd'hui, même si je regrette de ne pas avoir pu faire le numéro de bravoure tout à fait fondé de Michel Lenguin tout à l'heure.

Il faut balayer vigoureusement devant notre porte. À ce que j'ai entendu, je suis un peu démuné parce que je ne sais pas toujours en fait si nous sommes dans la situation proustienne qui consiste à se lancer à la recherche des valeurs perdues, ou si est venu le temps des valeurs retrouvées. Cette question-là, vous l'avez vu, nous perturbe beaucoup. Un effort a été fait très en amont, pour identifier sinon toutes les valeurs, parce que pour se rassurer on en énumérerait beaucoup, du moins celles qui nous paraissent les plus essentielles. Et ces valeurs sont la recherche de démocratie. Ce n'est pas surprenant parce que l'on recherche toujours, du moins on l'affirme, ce qu'on a le mieux perverti. Le propos que je vais tenir n'en-

gage que moi, s'il y a bien un lieu où la démocratie, en raison des mécanismes institutionnels et par le comportement des hommes, et demain des femmes, a été bien pervertie, c'est celui du monde du sport. Mais cela montre que c'est important ; cela nous ouvre une piste intéressante. D'abord, on peut dire que le respect de la démocratie dans le monde du sport est une exigence morale, et on est bien au cœur du sujet. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que ce n'est que l'apparence des choses, que le système doit fonctionner selon le mode d'élection, que celles-ci doivent être claires, et que l'on n'est pas élu pour la vie. Mais c'est beaucoup plus difficile dans le monde du sport qu'ailleurs, parce que l'on ne va pas s'engager dans une association, simplement pour avoir le plaisir de voter pour quelqu'un ; et puis on est pris par tellement d'urgences, on rend tellement de services que l'on ne pense pas spontanément à la légitimité que l'on peut posséder. Ce n'est donc pas simple, mais il est de fait que dans le système tel qu'il est, il y a un décalage très préoccupant entre ceux qui tiennent le pouvoir et ceux sur lesquels leur pouvoir s'exerce. Je vais caricaturer parce qu'il y a des exceptions et il n'y a, dans cette salle, que des exceptions. Quand on accède aux responsabilités suprêmes dans une fédération, dans une institution sportive quelconque, c'est en général, à moins de coup de force ou de coup de chance, ou par défaillance de tous les autres, au bout d'une quinzaine ou d'une vingtaine d'années ; c'est par lassitude des autres et par lassitude de soi-même. Mais à ce moment-là, la connaissance et la compréhension du terrain n'ont plus rien à voir avec ce que l'on a soi-même connu quand on était sur le terrain. Et on a constaté les uns et les autres avec surprise – mais y avait-il lieu d'être surpris ? – qu'alors que l'on se polarise sur les grands médias, les problèmes d'image les plus importants concernent l'Internet. Je ne dis évidemment pas que les dirigeants de nos grandes fédérations, de nos grandes institutions nationales et européennes confondent la souris avec le mulot, mais cela n'était pas dans la nature de leurs préoccupations.

Alors, c'est facile de dire qu'à juste titre il faut plus de démocratie, et la démocratie cela s'apprend, par qui ? Pour nous, c'est réglé, on a été élu, si on le décide, on n'a pas besoin de recommencer. Cela s'apprend lorsqu'on est jeune. La démocratie dans le sport, il faut la faire vivre d'abord auprès des jeunes en leur donnant des responsabilités qui sont à la mesure de ce qu'ils savent faire, de ce que l'on peut attendre d'eux, mais en ne les considérant pas comme des caricatures d'adultes en devenir, en les associant à la vie de l'entité dans laquelle ils sont, à commencer par leur équipe, qu'il s'agisse de sports collectifs ou individuels, ou leur club. C'est cela la première exigence. Et je crois aussi que la valeur de la démocratie tient – et là aussi mon propos est très discutable – à ce que le sport vaille pour le sport, pour ce qu'il représente en terme de pratique, mais il vaille aussi pour ce qu'il peut apporter à la société. J'ai utilisé ailleurs une formule éculée pour attirer l'attention de collègues qui considéraient que le sport était un peu la danseuse d'un certain nombre d'entre nous « le sport

vaut plus que le sport ». Et on peut apprendre l'exercice de la démocratie dans le système associatif – on peut apprendre aussi toutes les perversions – on peut l'apprendre à l'intérieur de l'action sportive.

La démocratie, cela ne se décrète pas, cela n'est pas sans contrepartie ; et l'une des contreparties est le deuxième thème abordé tout à l'heure, ou la deuxième valeur à laquelle vous avez fait référence, c'est la responsabilité. Responsabilité d'abord à l'égard de soi-même, pourquoi considérerait-on dans le sport que tout ce que l'on fait est bien, que l'on ne commet jamais d'erreurs ? Responsabilité à l'égard des autres, et c'est ce mot-là qui me paraît important, tout particulièrement dans le sport, tel que nous l'avons défini. Les autres, c'est en effet l'altérité, l'altruisme, voilà des valeurs qui sont importantes et qui font l'intérêt de la pratique sportive. On peut retrouver cela ailleurs mais celles-là font une partie de son intérêt. Et puis, c'est un vieux sujet, notamment chez les économistes, vous avez évoqué la référence à l'équité, à l'égalité ; pour avoir dû plancher, lorsque j'étais étudiant, sur le thème « Équité, Égalité fiscale » qui n'est même pas un des aspects du sujet, j'éviterai de le reprendre aujourd'hui.

Je n'en ai cité que quelques-unes, et d'ailleurs j'en ai oublié deux qui sont importantes : la tolérance et la solidarité. Ces valeurs-là, on doit les trouver assez naturellement et on doit les avoir présentes à l'esprit, lorsqu'on est en responsabilité, à quelque niveau que ce soit, d'une institution ou d'une association sportive. Alors, quand c'est dit, c'est dit, et il peut y en avoir d'autres. Mais comment tout cela peut-il se traduire concrètement ?

Vous avez fait un certain nombre de propositions qui ne sont pas dépourvues d'intérêt. D'abord, des valeurs, cela passe dans le comportement, d'où l'utilité de mettre en place ce que vous avez appelé des codes de conduite ou des codes de comportement, chacun le sien, à sa manière, des codes compréhensibles auxquels on puisse se référer et qui touchent toutes les catégories d'acteurs concernés : le sportif, l'entraîneur, le dirigeant, les médias, ma liste n'est pas exhaustive mais je m'en remets à ce qui a été cité le plus souvent. Évidemment, pour que cela fonctionne, il faut qu'il y ait harmonie, compatibilité entre ces différents contrats qui font référence à l'éthique, aux valeurs que je viens de citer, ou aux autres. Je crois qu'il n'est pas ringard qu'au moment où il signe sa licence, le sportif signe par la même occasion un document – pas à la manière d'un contrat de 42 pages en petites lettres – un document simple qui le lie à sa fédération et qui fait référence à un engagement du respect d'un certain nombre de valeurs citées. De même qu'il me paraît très légitime que dans le cadre de la politique de contractualisation, le club ou la fédération prenne le même engagement vis-à-vis de l'État.

Vous avez parlé de multiples reprises du pouvoir économique qui vous fait très peur. Mais enfin, l'activité n'est pas qu'économique, l'économie n'est pas une fin en soi. Je ne sais pas si l'argent est propre ou sale, cela dépend de l'usage que l'on en fait, et j'ai bien peur que l'on confonde

le moteur et le combustible. Pour le sujet qui nous intéresse, l'argent c'est le combustible. En matière de contrat, il pourrait y avoir, dans la liaison entre le monde économique et l'athlète, ou le monde économique et les fédérations, des éléments d'éthique qui seraient d'ailleurs les mêmes que ceux que l'on vient de citer dans la liaison « athlètes-clubs » ou « athlètes-fédérations », « fédérations-État », où chacun s'engagerait. Cela fait un triangle, je ne suis pas sûr que ce soit un triangle magique, ce sera peut-être le Triangle des Bermudes, mais on est déjà en train de nager dedans ; on n'a rien perdu, mais cela engage. Bien sûr, cela n'engage pas les escrocs, les innocents n'en ont pas besoin ; pour les autres, de temps en temps, cela fera réfléchir.

Parmi les autres mesures énoncées, en particulier hier matin par notre collègue Mieth, on est passé un peu rapidement, non pas sans attention, sur la transparence de l'environnement du sportif. En effet, le nombre et la nature des acteurs ont beaucoup changé au cours des dernières années, et on pourra établir toutes les barrières, définir toutes les règles que l'on voudra avec les acteurs traditionnels, on sera largement à côté de la plaque, parce que les effets pervers qui ont été évoqués, le sont par l'intermédiaire d'intermédiaires, dont il faut clarifier les fonctions. Donc, assurer la transparence de l'environnement sportif ; je ne sais pas s'il faut donner une licence d'entraîneur, si on prend un certain nombre d'engagements, une licence d'agent. Ce sont ces agents nouveaux – j'entends en termes économiques – dont il convient de clarifier le rôle. On a évoqué par dérision le serment, pas le sermon (!) du Professeur Mieth... Il fallait renouveler, reformuler le serment olympique. Cela a fait bondir André Catelin lorsqu'il a vu que l'on se moquait du serment. On ne se moque pas du serment ! Là-dessus, soyons clairs. Ce n'est pas propre au sport, que Monsieur le Doyen m'excuse, cela vaut aussi pour la médecine mais cela vaudrait pour tous les universitaires ; le Serment d'Hippocrate a une valeur pour beaucoup d'entre vous et est respecté. Pour d'autres, il n'en a aucune. Il y a peut-être une manière de lui redonner un contenu, en relation avec ce qui précède, concernant les valeurs, et pour faire en sorte justement que ce serment d'Hippocrate, ou ce serment du sportif, ne soit pas un serment d'hypocrite, et là on est tous responsable. Je ne vais pas donner d'exemples d'athlètes qui ont prêté serment à l'ouverture des Jeux olympiques. Certains étaient bien, certains avaient dû être choisis en fonction de leur aptitude à monter les escaliers à la vitesse requise pour ne pas alourdir inutilement les programmes de télévision. Mais, ni les médias, ni les dirigeants, ni nous, n'avons jamais rien dit. Il ne s'agissait pas de dénoncer, il s'agissait de dire « Ne nous refaites plus cela ! ».

Alors, pourquoi balayer devant notre porte ? D'abord, c'est une question de crédibilité ; je ne crois pas qu'on puisse avoir quelque exigence que ce soit auprès des autres catégories de décideurs quand nous offrons le visage qui est le nôtre. Et aussi, parce que le sport vaut plus que le sport. Notre responsabilité s'étend au-delà du domaine du sport.

Ceci m'amène à la deuxième série de propositions : remettre l'éthique à sa place dans l'éducation, développer des actions de formation à l'éthique. On aurait été surpris que dans un ensemble aussi éminent que celui-ci, où les enseignants sont la majorité, en ayant oublié souvent leur étiquette, cela ne revienne pas spontanément. Mais c'est néanmoins très important ; c'est important mais cela n'a de sens que si le préalable des propositions précédentes est levé, si on a des codes de conduite, si on sait ce qu'il faut mettre dans l'éducation à l'éthique. Et c'est vrai que ce n'est plus l'une de nos préoccupations depuis longtemps. Il y a un déficit de formation et d'information au sujet concernant l'éthique. Alors, là aussi, plusieurs propositions très intéressantes ont été faites.

La première qui a émergé, c'est la réaction des journalistes qui ont proposé une éducation des journalistes à l'éthique, des conseillers d'éthique dans chaque journal. Cela n'est pas dépourvu d'intérêt. Dans la plupart de nos journaux, il y a toujours un petit nombre de signatures qui polarisent l'attention, non pas parce que l'on sait que l'on y retrouvera ses propres idées dans les écrits de l'éditorial, mais parce que l'on a du respect, de l'estime par celle ou celui qui le rédige. Je crois que c'est important pour le milieu des journalistes. Et puis, la conception d'une déontologie pour servir l'éthique, et si j'ai bien compris, Gérard Ejnes a proposé que dans chaque pays il y ait un petit nombre de représentants de journalistes sportifs qui se rencontrent dans les quinze pays actuels de l'Union européenne, pour élaborer les bases de cette déontologie.

En deuxième lieu, a été exprimé et repris ici ce que l'on va appeler, si vous le permettez, un souhait, pour ne mettre personne en difficulté. C'est le souhait que l'année 2004 soit considérée par la Commission Européenne comme l'année de l'éducation par le sport. Et donc, sous l'impulsion des politiques, et vraisemblablement du Parlement Européen, qu'on fasse de l'année 2004 un objectif qui est celui de montrer en quoi le sport contribue à l'éducation et, par un effet dérivé mais important, en quoi l'éthique du sport doit y tenir sa place. Puis, comment faire ? On peut, on doit – et cela a été développé très clairement – sensibiliser les pratiquants, ceux qui les forment, tous ceux qui sont responsables, à l'éthique.

Donc, il faut remettre de l'éthique dans le contenu des formations. Cela se fait couramment en médecine, on sait que l'on n'a pas besoin de 250 heures par an pour cela. Je sais bien que cela paraît un peu ringard et que cela tombe un peu à plat, même si le temps atténue les effets, un ministre assez récent de l'Éducation nationale préconisait le retour de l'instruction civique ; je ne sais pas si c'est la même chose. Il faut en mettre en effet – une étudiante allemande le disait tout à l'heure – dans le programme de formation des enseignants d'éducation physique. C'est bien de savoir s'il faut sauter par-dessus ou par-dessous la corde. C'est aussi inutile, sans que l'on en discute trop longtemps, même les jours de pluie, de savoir pourquoi on peut faire cela et à quoi cela peut servir. Je crois d'ailleurs qu'il faut en mettre dans la formation de ce qui était jusqu'ici

les Brevets d'État. Et pour ma part, je ne trouve pas scandaleux que la validation ou l'habilitation de certains diplômes, y compris le contenu de certains diplômes universitaires, soit subordonnée à la prise en compte de cette exigence. Mais le fait qu'on l'ait enseignée ne suffit pas, il faut au moins avoir des porte-voix. Alors, on a plusieurs moyens. Celui de l'incitation, la validation à laquelle je faisais référence à l'instant. Il y a le Réseau Européen des Sciences du Sport – je n'aurai pas l'indécence de développer le sujet en présence de Michel Laurent – ce réseau est capable de le faire et c'est un des meilleurs vecteurs.

On peut parler d'une collaboration, évoquée par Jacques Marchand, entre journalistes, éducateurs, moins peut-être pour expliquer les événements fâcheux ou les déviations d'un certain nombre d'événements sportifs à caractère médiatique, que pour s'appuyer sur des événements qui pourraient être réussis et que l'on présente aux enfants des écoles. Cela peut aussi paraître ringard, mais ces semaines de la presse, semaines qui pourraient devenir européennes, sont un moyen parmi d'autres, d'introduire l'éthique dans les esprits, à commencer par les esprits les plus jeunes.

En troisième lieu, il faut engager le pouvoir politique dans une action audacieuse. Le pouvoir politique au niveau européen, le pouvoir politique de chacun de nos États. Deux idées ont été avancées dont l'une était de demander une directive européenne pour le sport ; beaucoup ont eu la sagesse de ne pas reprendre l'idée, d'un point de vue réaliste.

Aujourd'hui la pétition a été évoquée. J'ai vu Michel Laurent sourire parce c'est quelque chose que l'on peut connaître dans le système universitaire, et on sait bien qu'une pétition ou une motion, cela fait du bien. On la fait déposer, on l'annexe au procès-verbal, tout le monde est content. Ceux qui l'ont déposée sont soulagés parce cela évite d'en discuter. Ceux qui voudront en avoir connaissance n'auront qu'à lire le procès-verbal. Je ne sais pas ce qu'il faut choisir.

Par contre, engager le pouvoir politique, européen notamment, et plus spécifiquement le Parlement européen, sur la recherche d'une harmonisation, cela me semble très utile. Cette harmonisation, on doit la rechercher en deux domaines. Le premier domaine, c'est celui de l'établissement de ce que vous avez appelé « un référent commun d'éthique ». Quelle forme doit-il prendre, personne ne le sait ; mais chacun sait qu'il y aura deux manières de faire. Soit on prendra le moins-disant éthique des pays de l'Union européenne ; soit on s'alignera sur le mieux-disant éthique. Quand il s'agit de questions économiques, l'enjeu est considérable ; quand il s'agit de construire l'Europe sociale, il l'est plus encore ; mais pour le sport, quels risques cela présente-t-il ? Quel risque économique, quel risque social, et je dirais même quel risque politique cela représente-t-il d'essayer de viser le niveau le plus ambitieux ? L'homogénéité, l'harmonisation, on doit la rechercher aussi dans les procédures disciplinaires, dans

les jugements, dans les sanctions, au nom de l'égalité ou de l'équité. On verra dans un instant comment on peut éventuellement faire.

Par ailleurs, l'idée évoquée tout à l'heure par Walfried König, d'attirer l'attention des politiques sur le lien qui existe entre les valeurs de l'Europe, certaines des idées de base de l'Europe, et les valeurs du sport, référence à la jeunesse, à la démocratie, etc., me paraît être une idée tout à fait portuse, qui n'est pas seulement une idée abstraite, car on peut se servir des valeurs du sport comme ciment de l'Europe. Alors, pour cela, il faut proposer aux politiques européens des idées fortes, pour ne pas dire un programme. Là aussi, vous n'avez pas manqué d'imagination. Tout le monde a bien compris que demander une audition au Parlement européen, ce n'était pas s'arranger pour qu'une demi-douzaine de ceux qui sont ici aillent à Strasbourg pour expliquer comment ils sont intelligents, comment ils ont des idées sur l'éthique dans le sport, et pourquoi on ne peut pas ne pas en tenir compte. C'est amener le Parlement européen à intégrer le sujet dans son programme de travail. Alors, bien sûr, il y a l'éternel problème du passage du livre vert au livre blanc, cela peut prendre beaucoup d'années mais on en parle, et on a lancé le mouvement.

Il faut faire en sorte que le politique prime. On sait bien qu'on doit être réaliste. Au sein de l'Europe, tout le monde n'a pas la même idée sur le sport, sur l'éthique, et tout le monde n'avance pas à la même vitesse. Alors, j'ai envie de reprendre une formule qui a un caractère assez commercial, et de dire tout simplement sur ce sujet, « L'Europe, garante de l'éthique ? », « Que ceux qui aiment l'éthique et le sport se lèvent ! ». Et si personne ne se lève, peut-être peuvent-ils compter sur nous pour qu'on le dise. Mais je suis persuadé qu'un certain nombre se lèveront, et ceux qui ne le peuvent pas, ou qui ne le veulent pas, qu'ils restent assis ! Ils prendront le train en marche plus tard.

D'une manière générale, je ne suis pas favorable à une Europe à plusieurs vitesses ; mais sur ce sujet-là, au moins, on peut admettre une exception, car il ne faut surtout pas attendre que tout le monde s'engage de la même manière et au même moment. Et qu'il n'y ait pas d'ambiguïté. L'objectif n'est pas de concevoir un modèle européen du sport, c'est un autre sujet, cela n'est vraisemblablement pas souhaitable. L'objectif est de défendre, de promouvoir et de faire vivre, de développer l'éthique sportive dans tous les pays, ou dans ceux qui le veulent, de l'Union européenne.

L'un des moyens, et c'est le quatrième point, c'est la mise en place d'une autorité morale indépendante. On nous a assez directement, ce matin, indiqué ou critiqué, en disant que c'était une idée franco-française, celle qui consistait à réinventer la poudre. Mais quel risque y a-t-il à réinventer la poudre lorsqu'elle est mouillée, ou lorsque les pétards le sont ? Je ne méprise pas ce qui existe et qui a été cité ce matin, mais si tout cela avait été vraiment efficace, nous nous serions réunis pour nous féliciter des résultats, et pas pour nous interroger sur ce qu'il convenait de faire.

Une démarche s'impose : celle qui consiste à demander au pouvoir politique de s'engager dans la mise en place de cette autorité éthique sportive, européenne et indépendante, sans lui indiquer au préalable comment nous ferions. Je crois que c'est à eux de dire comment ils veulent qu'elle s'appelle, quelle sera sa composition – là-dessus, je ne doute pas qu'il y ait eu ici beaucoup d'idées sur ce qu'elle devrait être, alors on arrivera à un cénacle de 258 personnes –, sur ses compétences. C'est un débat qui est d'abord politique, dont l'importance dépasse le sport lui-même. Cela veut dire que cette instance ne doit pas se cantonner à parler de manière large des problèmes généraux de l'éthique dans la société, et de ceux d'entre eux qui concernent le sport, ce qui ne serait déjà pas mal ; mais ce doit surtout être une instance qui puisse se prononcer, avant ou après, sur les problèmes d'éthique, des problèmes d'éthique que l'on rencontre dans le sport. Elle ne doit pas être composée, me semble-t-il, que de sportifs – j'entends par là de personnalités du sport –. Alors, pour le coup, on peut peut-être, sans être franco-français, du moins suggérer une adaptation d'un modèle qui, en France, a assez bien réussi et qui est celui du Comité National Consultatif d'Éthique, dont l'autorité morale et l'indépendance sont reconnues. Bien sûr, ses avis peuvent se discuter, mais personne ne conteste sa légitimité véritable.

Cela ne dit pas comment il faut le faire ; c'est un débat que nous devons livrer aux politiques dans un délai raisonnable, en faisant en sorte que sur ce point on ne confonde pas, comme ce fut quelquefois la tentation dans nos deux journées, idéologique et éthique. Le combat n'est pas dogmatique ; il pourrait l'être, il serait noble mais le combat est un combat pragmatique.

J'en arrive au cinquième point qui n'est pas un point pour la forme, qui consistait à dire « il faut s'appuyer, engager la jeunesse » ; tout simplement parce que notre temps à nous est présent, il sera bientôt du passé, et qu'il s'agit d'engager des mouvements de fond. Tout cela demande du temps et de la conviction ; et que ceux qui sont les détenteurs de l'avenir sont les jeunes. Ils ne sont pas parfaits, ils ont un gros défaut, ils nous remplaceront. Mais les jeunes ont une vision du sport qui est à la fois celle que nous leur présentons – elle n'est pas parfaite – qui est aussi la leur.

J'ai été fasciné par ce que j'ai entendu hier, quelqu'un disait « on leur montre X, c'est une image de la violence ». Mais un peu par naïveté, je crois – par observation, mais l'observation est insuffisante – que par le biais des messages, quelle que soit la nature que leur délivrons, les enfants se font leur idée du sport et des valeurs que, pour eux, il représente. En général, dans le sport, du moins au début, ils retiennent – et c'est ce qui les attire – ce qui leur paraît beau, ou peut-être, si nous sommes machiavéliques, ce que nous leur montrons comme beau. Parmi ce qui est beau, il y a, sans que ce soit ringard mais parce que c'est important, sans insister de manière excessive, mais en les ajoutant, les valeurs éthiques dont nous parlions au début. C'est une action de longue durée, ce n'est qu'un pas

dans un chemin bien long. Il en est des raisons comme des heures. Cette dernière raison – l'engagement par la jeunesse – est celle qui décidera de la place de l'éthique dans le sport de demain.

Un dernier mot : d'habitude, nous avons une séance qui se veut, non pas plus solennelle mais indispensable afin que la clôture de l'université sportive d'été soit tout à fait complète. Je voudrais vous dire, Monsieur le Président de l'Université de la Méditerranée, Monsieur le Président du SMUC, combien nous avons été conquis par Marseille, mais comment ne pas l'être même si Marseille irrite parfois, combien nous avons pu travailler dans des conditions idéales au plan matériel, au plan de l'engagement discret qui est celui de l'amitié, et que cela a été pour nous une charge, agréable mais lourde à porter, de faire en sorte que notre passage à Marseille ne se termine pas pour vous par un mauvais souvenir. Je ne sais pas si nous aurons réussi ; si nous avons échoué, ce sera notre faute ; si nous avons pu faire un pas, ce sera en grande partie grâce à vous. Merci infiniment.